

LA DIGITALISATION DE LA JUSTICE: QUELS ENJEUX POUR L'ÉTAT DE DROIT?

CHRISTOPHE DUBOIS
NAMUR, LE 18/09/2021

PLAN

1. Managérialisation, digitalisation... « modernisation » de la Justice?
2. Accès à l'information juridique: vers une ouverture?
3. Justice, numérique... et Etat de droit?

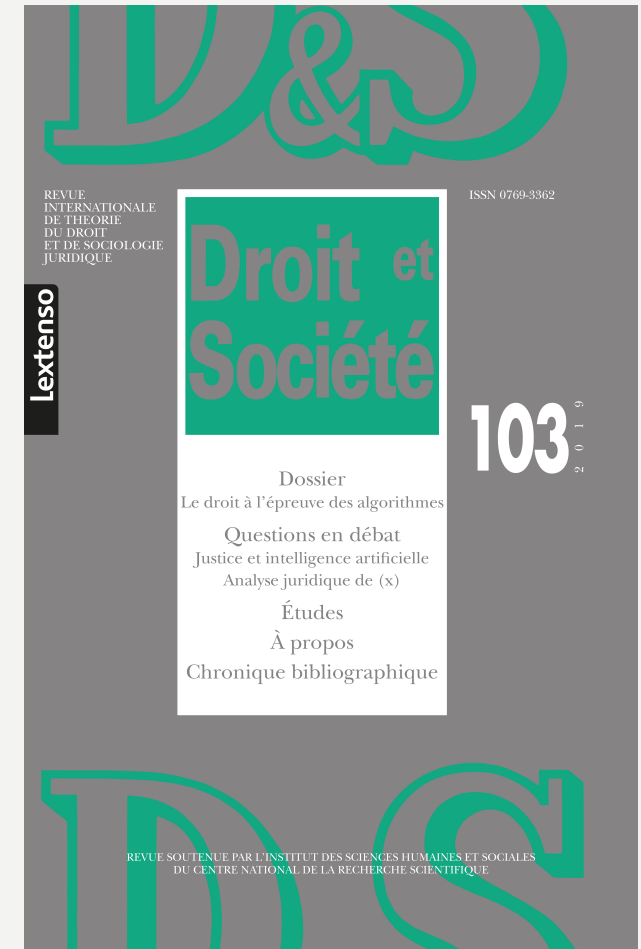
1. MANAGÉRIALISATION, DIGITALISATION... « MODERNISATION » DE LA JUSTICE?



1996

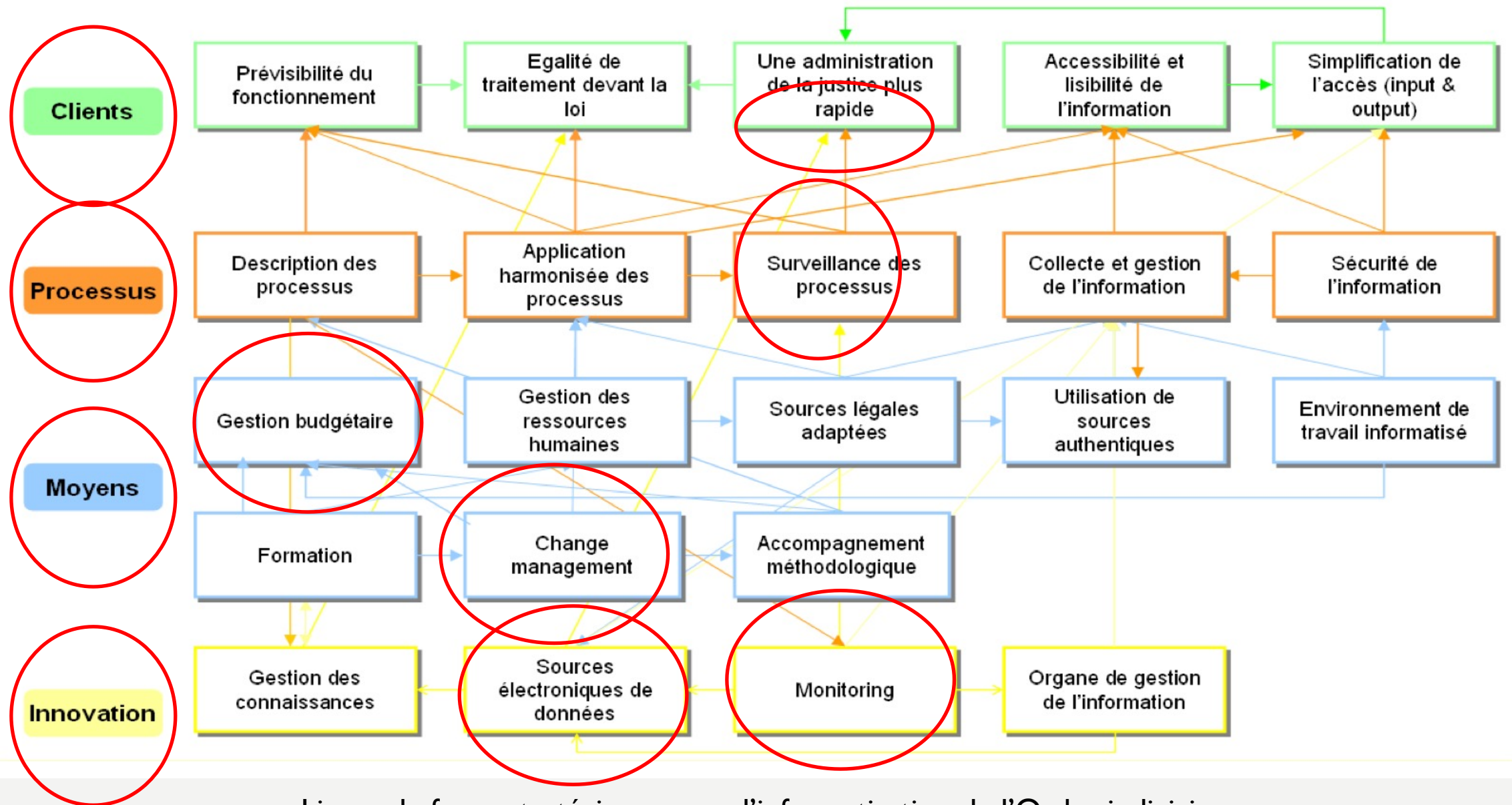


2008



2019

2.1.1.3. Carte stratégique



source: Lignes de force stratégiques pour l'informatisation de l'Ordre judiciaire
2012-2014, page 10



Plan de management

The diagram consists of two rounded rectangular boxes. The top box is teal and contains the text 'Plan de management'. The bottom box is purple and contains the text '2013 - 2019'. A green arrow points from the right side of the teal box to the right edge of the slide. A red arrow points from the bottom left of the slide, curves upwards, and points to the left side of the purple box. There are several small circles of various colors (teal, purple, pink) scattered around the boxes.

2013 - 2019

- (b) Dans le domaine de la simplification administrative, le SPF s'engage à limiter pour la fin du contrat d'administration les charges administratives imposées aux citoyens, entreprises et associations et à contribuer à l'objectif de [réduction de [30] %] fixé par le gouvernement.

En fonction de son niveau de maturité, le SPF prendra part à la mesure de référence du Service de Simplification administrative à l'aide du modèle de mesure Kafka et intégrera à moyen terme dans son plan d'administration un plan d'action interne de simplification administrative qui comprend également les actions requises pour satisfaire à la législation 'Only Once' telle que définie dans la Loi du 5 mai 2014 (M.B. 4 juin 2014).

Le KPI est le ratio entre le nombre d'actions réalisées et les actions prévues :

Le KPI Only Once représente l'évolution de *Only Once* par rapport à l'année de référence 2014:

$$KPI_j = 50 \frac{\sum a_j \times b_j \times c_j}{\sum a_0 \times b_0 \times c_0} + 50 \frac{d_j}{d_0}$$

18.2. Le Collège des Présidents et le gouvernement affirment qu'un suivi et une digitalisation poussés des processus peuvent donner lieu à un sérieux gain d'efficience, notamment dans le domaine de la *gestion et du développement du personnel*.

Les signataires se réfèrent ici aux développements repris sous l'objectif stratégique n°2.

Il est constaté que le Collège des Présidents s'engage à enregistrer des progrès en matière de digitalisation des dossiers du personnel. Cela couvre notamment :

- l'utilisation de Crescendo pour la gestion des dossiers d'évaluation
- l'enregistrement et le suivi de l'absentéisme
- la prévision et le suivi des journées de formation par fonctionnaire

Les **KPI** proposés sont :

- *Le pourcentage de dossiers du personnel digitalisés par rapport au pourcentage total de dossiers du personnel pour la période des trois prochaines années.*

Les signataires s'engagent à atteindre au cours des trois prochaines années les pourcentages suivants de **dossiers digitalisés** :

2016 : 1,8 %

2017 : 3,7 %

2018 : 5,6 %

QUE VEUT DIRE MODERNISER?

Ce que l'on observe:

- Proliférations d'outils (de mesure, d'évaluation, de communication, plans stratégiques, procédures, indicateurs, rapports, logiciels, etc.)
- Réduction de moyens (matériels, humains, budgétaires, temporels, etc.)
- Annonce et impression de contrôle accru

Les questions que se posent acteurs et observateurs:

- Dans quel but?
- Quel sens?



SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL
JUSTICE

[Ministre](#)[Thèmes](#)[SPF Justice](#)[Jobs](#)[Contact](#)[Rechercher](#)

Recherches fréquentes

- › Moniteur belge
- › Législation belge
- › Légaliser un document
- › Extrait de casier judiciaire
- › Un avis juridique
- › Aide financière



**Services
en
ligne**

[Gérer votre amende →](#)[Gérer votre dossier de protection →](#)[Déposer vos documents via e-Deposit →](#)[Registre national et frais de justice →](#)[Rechercher un tribunal ou parquet →](#)[Rechercher dans la jurisprudence →](#)

2. ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE: VERS UNE OUVERTURE?

- Accès public à la législation (Moniteur)
- Accès partiel et gratuit à moins de...
1% de la jurisprudence
(<https://juportal.be/home/accueil>)
- Accès payant et restreint à plus de 400 revues de doctrine
- La loi 16 mai 2019 modifie l'article 149 de la Constitution: tous les jugements et arrêts publiés dans une banque de donnée accessible à tous les citoyens
- Entrée en vigueur reportée au 1/09/2021 puis au 1/09/2022.

Vers une BD ouverte et accessible?

- Quelle infrastructure informatique?
- Quelles méthodes d'anonymisation/pseudonymisation?
- Quelle stratégie de numérisation des décisions passées?

Des questions politiques... aux propositions pratiques

Initiative citoyenne de mise à disposition de données, d'outils et de services numériques

OpenJustice.be

EN SAVOIR PLUS ➔



Asbl composée de profils divers et animée d'un objectif: ouvrir l'accès à la Justice et au droit

Omdat

Répertoire OpenData de la jurisprudence belge agrégeant les sources disponibles

ARR.20210426.1 « Cour d'appel de Liège (french)

ECLI:BE:CALIE:2021:ARR.20210426.1

<https://juportal.be/content/ECLI:BE:CALIE:2021:ARR.20210426.1>

No ECLI: ECLI:BE:CALIE:2021:ARR.20210426.1
No Rôle: 2020/RG/643
Domaine juridique: Droit commercial
Thésaurus UTU: DROIT ÉCONOMIQUE, COMMERCIAL ET FINANCIER - ASSURANCES - Généralités (assurances)
Mots libres: Assurance voiture - Dégâts matériels - Intoxication alcoolique - Clause de déchéance - Charge probatoire



Original document (PDF)

Full text anonymized

🔒 Anonymized view

Numéro d'ordre :

Cour d'appel

[place_12]

Date du prononcé :

Arrêt du 26-04-2021
par anticipation du Arrêt
03-05-2021

Numéro du rôle : de la [organization_49] B
2020/RG/643 Expédition(s) délivrée(s) à :
Huissier : Huissier : Huissier :
Numéro du répertoire :
2021/ Avocat : Avocat : Avocat :

Partie : Partie : Partie :

[place_12], le [place_12], le [place_12], le
NON ENREGISTRABLE Coût : Coût : Coût :
CIV : CIV : CIV :

Open Justice Home

Upload a decision en

Omdat

A free open source solution developed by OpenJustice.be to browse Belgian case law.

Enter your query

226686 documents gathered from 78 courts
[Terms](#) [ECLI official docs](#) [API Doc](#)

Recent documents

ECLI:BE:CALIE:2021:ARR.20210426.1 — 4 days ago
ECLI:BE:CASS:2021:ARR.20210401.1F3 — 3 days ago
ECLI:BE:CASS:2021:ARR.20210401.1F6 — 4 days ago
ECLI:BE:CASS:2021:ARR.20210420.2N.10 — 4 days ago
ECLI:BE:CASS:2021:ARR.20210420.2N.13 — 4 days ago
ECLI:BE:CALIE:2021:ARR.20210331.1 — 3 days ago
ECLI:BE:CASS:2021:ARR.20210401.1F2 — 3 days ago
ECLI:BE:CASS:2021:ARR.20210420.2N.12 — 4 days ago
ECLI:BE:CASS:2021:ARR.20210420.2N.15 — 4 days ago
ECLI:BE:CASS:2021:ARR.20210420.2N.14 — 4 days ago

Browse categories and courts

Juridictions suprêmes	Hof van beroep	Arbeitsgerichtshof
Cour Constitutionnelle ⁽⁹⁴⁰⁴⁾ — Staatsrat ⁽¹⁰⁶⁸⁸⁷⁾ — Hof van Cassatie ⁽⁴³⁵⁹⁶⁾	Cour d'appel de Bruxelles ⁽⁵⁹²⁹⁾ — Cour d'appel de Liège ⁽³⁶⁶⁹⁾ — Cour d'appel de Mons ⁽¹⁴⁰⁶⁾ — Hof van Beroep Antwerpen ⁽¹⁴⁴⁸⁾ — Hof van Beroep Gent ⁽¹⁶⁴⁸⁾	Arbeidshof Brussel ⁽⁸⁰¹⁸⁾ — Arbeidshof Antwerpen ⁽²⁷⁰⁹⁾ — Arbeidshof Gent ⁽¹⁴²⁷⁾ — Cour du travail de Liège ⁽⁵⁶⁰²⁾ — Cour du travail de Mons ⁽³⁸⁷³⁾
Rechtbank van eerste aanleg	Arbeitsgericht	Ondernehmensrechtbank
Rechtbank eerste aanleg Antwerpen ⁽⁵⁵⁸⁾ — Rechtbank eerste aanleg West-Vlaanderen ⁽³¹³⁾ — Rechtbank eerste aanleg Oost-Vlaanderen ⁽³⁰¹⁾ — Rechtbank eerste aanleg Limburg ⁽¹⁵⁹⁾ — Rechtbank eerste aanleg Leuven ⁽²⁹⁾ — Rechtbank eerste aanleg Brussel Nederlandstalig ⁽⁹¹¹⁾ — Tribunal de première instance francophone de Bruxelles ⁽²⁰⁶⁰⁾ — Tribunal de première instance du Hainaut ⁽³⁸⁶⁾ — Tribunal de première instance de Namur ⁽²⁶⁶⁾ — Gericht Erster Instanz Eupen ⁽⁶⁾ — Tribunal de première instance de Liège ⁽¹¹⁶³⁾ — Tribunal de première instance du Luxembourg ⁽²⁵²⁾ — Tribunal de première instance du Brabant Wallon ⁽²⁴⁷⁾	Arbeidsrechtbank Antwerpen ⁽¹⁷⁹³⁾ — Arbeidsrechtbank Gent ⁽¹⁰⁶⁶⁾ — Arbeidsrechtbank Leuven ⁽⁷⁷¹⁾ — Arbeidsrechtbank Brussel Nederlandstalig ⁽¹⁵⁴⁸⁾ — Tribunal du travail francophone de Bruxelles ⁽²⁵⁵⁰⁾ — Tribunal du travail du Hainaut ⁽¹¹³⁷⁾ — Tribunal du travail de Liège ⁽²⁴³⁵⁾ — Tribunal du travail du Brabant Wallon ⁽²⁸¹⁾ — Arbeitsgericht Eupen ⁽⁶⁾	Ondernehmensrechtbank Antwerpen ⁽¹³⁾ — Ondernehmensrechtbank Gent ⁽¹⁴⁴⁾ — Ondernehmensrechtbank Brussel Nederlandstalig ⁽⁸⁾ — Ondernehmensrechtbank Leuven ⁽²⁾ — Tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles ⁽²⁾ — Tribunal de l'entreprise de Liège ⁽¹⁰²⁾ — Tribunal de l'entreprise du Brabant Wallon ⁽²⁾ — Tribunal de l'entreprise du Hainaut ⁽¹⁾ — Unternehmensgericht Eupen ⁽⁶⁾
Politie rechtbank	Justice de paix	Divers
Politie rechtbank Antwerpen ⁽²⁾ — Politie rechtbank West-Vlaanderen ⁽²⁾ — Politie rechtbank Oost-Vlaanderen ⁽²⁾ — Politie rechtbank Limburg ⁽²⁾ — Politie rechtbank Leuven ⁽²⁾ — Politie rechtbank Halle ⁽²⁾ — Politie rechtbank Vilvoorde ⁽²⁾ — Nederlandstalige politie rechtbank Brussel ⁽²⁾ — Tribunal de police francophone de Bruxelles ⁽³⁾ — Tribunal de police du Hainaut ⁽²⁾ — Tribunal de police de Namur ⁽²⁾ — Tribunal de police de l'arrondissement de Liège ⁽²⁾ — Politie rechtbank Eupen ⁽²⁾ — Tribunal de police du Luxembourg ⁽²⁾	Antwerpen ⁽²⁾ — West-Vlaanderen ⁽²⁾ — Oost-Vlaanderen ⁽²⁾ — Limburg ⁽²⁾ — Leuven ⁽²⁾ — Brussel - Nederlandstalig ⁽²⁾ — Bruxelles - francophone ⁽²⁾ — Hainaut ⁽²⁾ — Namur ⁽²⁾ — Liège ⁽²⁾ — Eupen ⁽²⁾ — Luxembourg ⁽²⁾ — Brabant Wallon ⁽²⁾	Conseil national de discipline ⁽²⁷⁾ — Datenschutzbehörde ⁽³⁹⁵⁾ — Kommission für den Schutz des Privatlebens ⁽¹²⁷⁴⁾ — Kommission für die finanzielle Unterstützung von Opfern vorsätzlicher Gewalttaten und von Gelegenheitsrettern ⁽¹⁰⁹⁹⁾ — Entschädigungskommission für Untersuchungsbehörden nicht funktionsfähig ⁽¹⁹⁾ — Nicht aufgeführt ⁽²⁾

Outil

Solution de partage et d'anonymisation de jurisprudence

Open Justice

Information

Guide

Contact

Inscription

Connexion

✓ Partage d'arrêts et jugements

Cet assistant permet le partage et la publication de décisions de justice, dans le cadre du projet pilote mené par l'ASBL.

[Découvrir OpenJustice.be](#)

👤 Inscription

Le dépôt de documents ne peut se faire qu'après inscription, sous réserve d'acceptation par l'ASBL et en fonction de l'avancement de l'expérimentation.

[M'inscrire au projet pilote](#)

📁 Chargement

Une fois envoyé, vous recevez immédiatement un lien personnel permettant le partage du document. Après validation par OpenJustice.be, le document sera accessible publiquement. Avant envoi, aucune donnée n'est enregistrée ou journalisée

[Manuel d'utilisation](#)

▼ Commencez à charger votre document ▼

3. JUSTICE ET NUMÉRIQUE: UNE INFRASTRUCTURE JURIDICO-TECHNIQUE

Des ordinateurs, des outils de communications, des outils de stockage / recherche / rédaction ...

- Les données judiciaires et la jurisprudence existent
DANS/PAR/AVEC cette infrastructure

3. JUSTICE ET NUMÉRIQUE: ET L'ÉTAT DE DROIT?

- Actuellement: solutions souvent privées et parfois publiques (échange, stockage, gestion, utilisation, sécurité, etc.)
- NMP, PPP, rationalisation, etc.
- Le respect de la règle de droit exige que l'infrastructure numérique des tribunaux soit régie par les tribunaux et non pas co-régie par d'autres branches du gouvernement, du parquet, des barreaux ou du secteur privé.

Séparation des pouvoirs – contrôles réciproques

3. JUSTICE ET NUMÉRIQUE: UN CHOIX POLITIQUE

- Les données judiciaires et la jurisprudence existent DANS/PAR/AVEC cette infrastructure
- La gestion de cette infrastructure DOIT ÊTRE confiée aux tribunaux dans un État de droit
- Pour garantir les principes de l'État de droit / du procès équitable / d'indépendance et d'impartialité du juge

MERCI POUR VOTRE ATTENTION